

**Internacionalw des Services Publics**

[www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)

<<http://www.world-psi.org>>

**Noticias ISP**

**Octobre 2009**

Flash ISP est un bulletin d'information mensuel qui résume les faits nouveaux concernant l'action du personnel et des militants des syndicats qui représentent les travailleurs/euses des services publics. Pour vous abonner à ce bulletin, écrivez à [communications@world-psi.org](mailto:communications@world-psi.org) en indiquant la langue qui vous intéresse dans l'intitulé de votre message: "English", "Français", "Español", "Japonais" ou "Russe". Vous trouverez ci-dessous une sélection d'informations extraites d'éditions récentes de Flash ISP. Vous pouvez aussi télécharger une version PDF du dernier bulletin [ici](#).

## **Turquie : Détention de Mme Seher Tümer**

Nous aimerions attirer votre attention sur le cas de Mme Seher Tümer, Secrétaire de section du SES (Syndicat des employés publics des services sanitaires et sociaux), affilié de l'ISP en Turquie.

Seher Tümer a été arrêtée peu après avoir participé aux célébrations de la Journée internationale de la Femme, le 8 mars 2009, ainsi qu'au festival de printemps de Newroz le 22 mars. Mme Tümer avait dénoncé le taux élevé de mortalité constaté au Zekai Tahir Burak, hôpital consacré à la recherche et à l'éducation sur la santé de la femme. L'ISP est convaincue que son arrestation est liée à ces activités. Mme Tümer a déjà passé près de sept mois dans une prison de haute sécurité où elle a un accès limité à ses avocats. Nous sommes très inquiets au sujet de sa santé et de ses conditions de détention.

L'ISP a écrit au Premier ministre turc le 22 octobre dernier, veille de la date fixée pour sa comparution devant la justice. Mme Tümer reste cependant emprisonnée et la date de sa nouvelle comparution est maintenant fixée au 19 novembre. C'est pourquoi nous demandons aux affiliés de l'ISP d'écrire aux autorités turques pour leur demander de libérer Seher Tümer. Veuillez trouver ci-joint [une lettre modèle](#) à cet effet.

## **7 octobre : Journée mondiale pour le travail décent**

C'est le 7 octobre qu'a lieu la Journée mondiale pour le travail décent, organisée par la Confédération syndicale internationale (CSI).

A l'occasion de cette journée, l'ISP et d'autres fédérations syndicales internationales ont choisi de mettre l'accent sur l'augmentation du travail précaire et la détérioration des droits syndicaux et des droits des travailleurs/euses qui en résulte. Parmi les activités prévues, une conférence de presse conjointe des Syndicats mondiaux a été organisée à Istanbul le 2 octobre ; une action a été menée par les affiliés colombiens en réaction à la décision du gouvernement d'annuler un projet de loi qui aurait permis aux travailleurs/euses intérimaires de bénéficier eux aussi des protections et droits liés à l'emploi ; une activité régionale a été proposée par le syndicat des travailleurs/euses de l'électricité du Guatemala.

La Fédération internationale des organisations de travailleurs/euses de la métallurgie (FIOM) a prévu une semaine mondiale d'action contre le travail précaire du 3 au 10 octobre. L'ISP est heureuse de soutenir cette action et s'associe au FMI et aux autres Syndicats mondiaux. Vous pouvez télécharger les documents suivants sur le site Internet indiqué ci-après :

1. [L'affiche de la campagne](#) (basse résolution)
2. [Le dépliant de la campagne](#).

L'affiche et le dépliant sont disponibles dans d'autres langues sur le site Internet du FMI, ainsi que la version haute résolution de l'affiche, plus adaptée à l'impression : <http://www.imfmetal.org/index.cfm?c=20592&ol=5>

## Les syndicats canadiens disent NON à l'Accord de libre-échange Canada-Colombie

Le gouvernement conservateur du Canada a tenté pour la deuxième fois de forcer un vote parlementaire pour mettre en œuvre l'Accord de libre-échange Canada-Colombie (ALECC). Face à la levée de boucliers des partis d'opposition et de la société civile, il s'est cependant vu contraint de le retirer de l'ordre des travaux du Feuilleton du parlement. Les affiliés canadiens de l'ISP (SCFP, SNFPP, AFPC), ainsi que le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, qui ont été les fers de lance de cette croisade contre l'ALECC, restent sur le qui-vive car le gouvernement pourrait bien revenir à la charge. L'Accord de libre-échange Canada-Colombie n'a pas été pensé pour protéger les droits syndicaux et humains. Bien plus qu'un simple accord « commercial », ce traité sur les échanges et l'investissement équivaut en fait à un soutien tacite du Canada à un programme sécuritaire de protection des industries extractives, des cartels de la drogue et des milices paramilitaires colombiennes.

Le libre-échange n'a pas automatiquement pour corollaires une démocratie authentique et le respect des droits humains. Si les droits humains et la sécurité des personnes ne sont pas maintenus, les droits démocratiques de millions de Colombiens et Colombiennes ne le seront pas non plus. Depuis janvier 2007, 115 syndicalistes ont été assassinés en Colombie. Ce pays compte quatre millions de réfugiés internes. L'accord bilatéral risque d'aggraver la crise des réfugiés car les dispositions relatives aux investissements ouvriront plus encore les secteurs de l'extraction à l'investissement étranger.

Le mouvement syndical canadien a demandé aux parlementaires de rejeter l'accord Canada-Colombie au moins jusqu'à l'achèvement d'une évaluation complète et indépendante de l'impact sur les droits de l'homme et la diffusion de ses conclusions à grande échelle et leur mise en application, et jusqu'au retrait des dispositions du chapitre investissement. Cliquez [ici](#) pour télécharger le dossier sur l'ALECC publié récemment par le Congrès du travail du Canada.

## Sommet des Nations Unies sur le changement climatique

Le Secrétaire général de l'ISP, Peter Waldorff, a participé au Sommet des Nations Unies sur le changement climatique, tenu à New York le 22 septembre. L'ISP sera également présente à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, dénommée COP15, qui se tiendra à Copenhague du 7 au 18 décembre 2009.

L'ISP a publié [une déclaration sur le changement climatique](#) (en anglais) pour demander aux gouvernements d'approuver, à Copenhague, un accord ambitieux et équitable visant à maintenir la hausse de la température en dessous de 2°C à l'échelle planétaire. L'ISP approuve la réduction de 30% des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 pour les pays développés, et appelle ces Etats à aider les pays en développement à faire face aux conséquences du changement climatique.

L'ISP estime qu'il faut absolument renforcer les services publics pour contribuer à la mise en place de politiques climatiques justes et efficaces.

## Bienvenue au nouveau Secrétaire général adjoint de l'ISP

C'est avec plaisir que nous accueillons Alexandre Kamarotos au poste de Secrétaire général adjoint de l'ISP. Alexandre, de nationalité franco-grecque, est âgé de 46 ans. Au cours des 16 dernières années, il a travaillé pour les Nations Unies et diverses ONG dans le domaine du développement durable et de l'aide humanitaire.

Il a occupé des postes de haut responsable au sein des organismes « Enfants du Monde – Droits de l'Homme » et « Médecins

Il a occupé des postes de haut responsable au sein des organismes « Enfants du Monde – Droits de l’Homme » et « Médecins du Monde – International ».

Depuis 2004, Alexandre s’occupe d’importants programmes mis en place par l’Union européenne en France et en Italie. Il a beaucoup d’expérience dans le secteur des affaires internationales et dans la gestion internationale de haut niveau, de même qu’il connaît bien les questions liées à la planification stratégique et au secteur public. Alexandre Kamarotos prend officiellement ses fonctions le 1<sup>er</sup> octobre. Nous nous réjouissons de travailler avec lui à l’ISP.

## Un million de voix pour le changement

UNISON a lancé une campagne qui met l’accent sur l’importance des services publics pour aider les gens pendant la récession et définir les bases de la reprise économique. Cette campagne est d’autant plus urgente que certains responsables politiques et commentateurs hostiles cherchent à utiliser la crise comme prétexte à toujours plus de privatisation et de réductions. Les messages et objectifs principaux de la campagne, intitulée « A Million Voices for Change » (Un million de voix pour le changement), figurent sur le site Internet de UNISON : <http://www.unison.org.uk/million/>. Ce site donne de précieux renseignements sur la campagne, avec une grande variété de données à imprimer. Vous pouvez également envoyer votre propre message et ajouter votre voix pour le changement.

## Les travailleurs/euses du secteur public suisse manifestent pour protéger leurs revenus

30.000 travailleurs/euses suisses ont manifesté à Berne, la capitale, le 19 septembre dernier pour demander une hausse des salaires ou, tout au moins, l’arrêt des réductions de salaire.

Le Syndicat des services publics (SSP), affilié à l’ISP, appelle également à la réduction du temps de travail, des congés payés plus longs, davantage de créations d’emplois et une augmentation des rentes et primes similaires.

La Secrétaire générale adjointe du SSP, Judith Bucher, a déclaré : « Ces dernières années, les instances nationales et régionales et les gouvernements locaux ont vu leurs revenus augmenter fortement. Cependant, au lieu de créer des réserves, nombreuses sont ces instances à avoir préféré offrir des réductions d’impôt aux entreprises et aux spéculateurs, aux riches et aux très riches ».

Le rassemblement a été organisé dans un contexte de crise économique historique pour la Suisse. Le centre de recherche de Zurich (KOF) prévoit un taux de chômage de 6% en 2010, contre un probable taux maximum de 4,5% cette année. Le nombre actuel de 150.831 chômeurs dépassera sans doute les 200.000 en 2010. En parallèle, le PIB diminuera de 3,3% cette année et de 0,6% en 2010.

Allez sur le site Internet du syndicat : [www.ssp-vpod.ch](http://www.ssp-vpod.ch).

## Jeunes travailleurs/euses : une décennie perdue

Aux Etats-Unis, la vie des jeunes travailleurs/euses a radicalement changé au cours des dix dernières années. Depuis 1999, ils sont plus nombreux à occuper des emplois moins bien rémunérés, si tant est qu’ils trouvent un emploi ; les soins de santé sont un luxe rare et la sécurité de la retraite concerne leurs parents, pas eux. En effet, de nombreux jeunes de moins de 35 ans vivent toujours chez leurs parents parce qu’ils n’ont pas les moyens de vivre seuls. C’est ce que révèle un nouveau rapport, intitulé « Young Workers: A Lost Decade » (Jeunes travailleurs : une décennie perdue). Menée en juillet 2009 par l’agence Peter D. Hart Research Associates pour le compte de l’AFL-CIO et Working America, l’étude nationale réalisée auprès de 1156 personnes fait suite à une étude similaire de l’AFL-CIO en 1999. La détérioration de la situation économique des jeunes travailleurs/euses au cours de la dernière décennie est alarmante.

Le Secrétaire trésorier de l’AFL-CIO, Richard Trumka, résume ainsi les résultats de l’étude : « Nous avons intitulé ce rapport « Une décennie perdue » parce que ce sont dix années d’opportunités qui se perdent lorsque ces jeunes travailleurs luttent tant bien que mal pour garder la tête hors de l’eau, et qu’ils n’y parviennent pas. Ils ont différé l’entrée à l’âge adulte – en remettant à plus tard les études et la décision d’avoir des enfants – et 24% de travailleurs/euses de moins de 35 ans vivent

remettant à plus tard les études et la décision d'avoir des enfants – et 34% de travailleurs/euses de moins de 35 ans vivent chez leurs parents pour des raisons financières ».

Le Président de l'AFL-CIO, John Sweeney a déclaré : « Il faut donner aux jeunes travailleurs les outils qui leur permettront de mener la prochaine génération à la prospérité. L'étude nationale que nous publions aujourd'hui révèle à quel point notre économie est mal en point pour les jeunes de notre pays, et ce qui risque de se produire si nous ne la remettons pas à flot ». D'après ce rapport, plus de la moitié des jeunes travailleurs/euses disent que les employé-e-s réussissent mieux à résoudre les problèmes en groupe qu'individuellement, et les employé-e-s ayant accès à un syndicat s'en sortent mieux que ceux qui occupent des postes semblables sans syndicat.

Pour en savoir plus, allez sur <http://blog.aflcio.org/2009/09/01/young-workers-a-lost-decade/>

Pour télécharger l'intégralité du rapport, allez sur :

[http://www.aflcio.org/aboutus/laborday/upload/laborday2009\\_report.pdf](http://www.aflcio.org/aboutus/laborday/upload/laborday2009_report.pdf)

## Arrêt de travail des salariés d'entreprises nationales finlandaises le 11 septembre

Les employé-e-s de plusieurs entreprises nationales finlandaises ont cessé le travail pendant six heures le 11 septembre 2009. Les employé-e-s de Destia, Raskone, Labtium et Finavia, membres de l'affilié de l'ISP JHL, ont cessé le travail pour protester contre la proposition de vendre des actions de ces sociétés. Destia et Labtium, ainsi que les actions majoritaires de Raskone, seront les premières concernées. Finavia sera privatisée début 2010.

D'après JHL, la vente risque, au pire, de mettre en danger l'entretien des infrastructures de base du pays et, dans le pire des cas, de livrer à des entreprises étrangères cotées en bourse le savoir-faire en matière de ressources naturelles et les opérations d'entretien du secteur de la défense nationale.

Dans tous les cas, cette intention de vendre des actions relève d'une politique à court terme : c'est une façon rapide de se procurer de l'argent pour combler le manque à gagner laissé par les réductions d'impôt, et cela montre que l'Etat essaie de se dégager des responsabilités élémentaires qui lui incombent en tant que propriétaire de ces entreprises.

Le débrayage a été suivi par :

1. Les agences de Destia sur toute la Finlande, notamment les ferries
2. Les aéroports
3. Les agences de Labtium à Rovaniemi, Kuopio, Sodankylä, Raahe, Espoo et Outokumpu
4. Les ateliers de réparation de Raskone sur toute la Finlande

Pour plus de détails allez sur le site Internet de JHL : <http://www.jhl.fi/uutinen/5449>

## Indonésie : le syndicat PLN rejette la nouvelle loi sur l'électricité

Le 8 septembre dernier, la Chambre indonésienne des représentants a refait voter sa nouvelle loi controversée sur l'électricité, permettant à l'économie de marché d'entrer dans le secteur de l'énergie et de privatiser complètement les entreprises de production d'électricité, de distribution et d'approvisionnement. Plus de 2000 travailleurs/euses, membres du syndicat PLN, ont participé à un rassemblement visant à rejeter cette loi. La loi précédente sur l'électricité (n° 20/2002) avait été annulée par le tribunal constitutionnel indonésien, suite à une décision capitale en décembre 2004. En rendant son jugement, le tribunal avait fait référence aux expériences internationales qui démontraient que la privatisation de l'électricité avait échoué dans d'autres pays et que les services publics de qualité devaient être fournis par le secteur public dans le domaine de l'électricité.

Le syndicat PLN a menacé d'appeler à une grève nationale si le gouvernement appliquait la nouvelle loi. Le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono a prévu une réunion avec le syndicat le 8 octobre. Le PLN occupe une position stratégique dans le secteur de la production d'électricité en Indonésie et joue un rôle significatif aux niveaux social, économique et politique. Le syndicat continuera à soutenir et à protéger les intérêts des citoyens/ennes en leur fournissant une électricité accessible et abordable.

## Le Comité de lutte contre le racisme se réunit pour soutenir des projets brésiliens

Les représentant-e-s du Comité de lutte contre le racisme de la région interaméricaine de l'ISP se sont réunis les 25 et 26 août à Brasilia. Voici les principales décisions qui ont été prises :

- Soutien de la Convention actuellement discutée au sein de l'Organisation des Etats américains (OEA) contre toutes les formes de discrimination ;
- Mise en œuvre dans la région des objectifs établis lors de la Conférence de Durban, notamment la version révisée ;
- Participation de l'ISP aux activités mises en place par l'organisme de promotion de l'égalité raciale INSPIR (Inter-American Trade Union Institute for the Promotion of Racial Equality) ;
- Préparation de la troisième Réunion régionale de lutte contre le racisme, qui se tiendra avant la conférence interaméricaine (IAMRECON) en octobre 2010.

Les participant-e-s ont également manifesté leur soutien en faveur de la loi pour l'égalité raciale, qui est en cours de discussion au Congrès brésilien. Ce geste a été salué par le président du Sénat brésilien (photo) et par le vice-président de la Chambre des représentants. « Ces nouvelles lois vont aider le Brésil à convertir en politiques d'Etat certaines actions mises au point par le gouvernement brésilien, ce qui produira un écho puissant en termes de meilleures pratiques, en servant par ailleurs d'exemple à bon nombre d'autres pays de la région interaméricaine » a déclaré Bill Lucy lors des audiences du Congrès. Pour plus d'informations, contactez [psiamericas@verizon.net](mailto:psiamericas@verizon.net).

*Bill Lucy discutant avec José Sarney, président du Sénat brésilien*

## NUPGE demande des masques pour les travailleurs/euses de la santé

D'après l'affilié canadien de l'ISP, NUPGE (National Union of Public and General Employees), tous les travailleurs/euses de la santé exposés à un virus de pandémie grippale tel que le H1N1 doivent être en possession de masques N95 agréés par l'Institut national pour la santé et la sécurité au travail (NIOSH) afin d'être protégés sur leur lieu de travail.

Au Canada, ce syndicat compte plus de 100.000 membres dans le secteur de la santé, dont plus de 70.000 professionnels de santé des services cliniques et des services de diagnostic, de prévention et de rééducation.

C'est James Clancy, le président de NUPGE, qui propose cette recommandation dans une lettre adressée à l'Agence de santé publique du Canada (PHAC) au sujet des faiblesses de l'Annexe F du Plan canadien pour la pandémie grippale (CPIP). « Nous pensons que l'Annexe F ne va pas assez loin en ce qui concerne la protection des travailleurs/euses de la santé en cas de pandémie grippale telle que celle provoquée par le virus H1N1. Nous avons actuellement accès à de nombreuses données scientifiques qui révèlent que le virus de la grippe du type H1N1 peut être transmis par les voies aériennes. Nous comprenons toutefois la position de la PHAC, selon laquelle il n'existe pas encore de consensus scientifique sur cette question », déclare James Clancy.

« Nous estimons cependant que, compte tenu de l'incertitude scientifique et du fait qu'un consensus risque de tarder à venir, nos gouvernements et nos employeurs de santé ont la responsabilité juridique, morale et éthique de placer la sécurité au premier plan et de fournir à tous les travailleurs/euses de la santé potentiellement exposés au virus l'équipement de protection des personnes le plus sûr et de la meilleure qualité possible ».

Pour lire la lettre cliquez sur : [http://www.nupge.ca/files/publications/MiscPDFs/nupge\\_pandemic\\_letter\\_annex\\_f\\_aug09.pdf](http://www.nupge.ca/files/publications/MiscPDFs/nupge_pandemic_letter_annex_f_aug09.pdf)

Consultez la « liste de contrôle » de NUPGE : <http://www.nupge.ca/taxonomy/term/128>

Pour plus de détails et de conseils sur la grippe H1N1, lire le blog de l'ISP sur la santé : <http://healthblog.world-psi.org/>.

## Le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT et la crise économique et financière mondiale

La CSI a publié une circulaire pour rappeler l'importance du Pacte pour l'emploi de l'OIT, notamment le travail de sensibilisation autour du rôle considérable que peuvent jouer les syndicats dans la recherche et la mise en œuvre de solutions nationales à la crise économique et financière mondiale. La circulaire donne des conseils pratiques sur l'utilisation et les recommandations relatives aux divers aspects du Pacte.

Pour en savoir plus, allez sur [le blog de l'ISP dédié à la crise financière](#).

## Le Helpdesk du BIT est à votre disposition

Avez-vous des questions concernant la mise en œuvre des principes pour un travail décent? Ou sur le façon d'empêcher le trafic de travailleurs migrants? Ou de faire respecter les normes du travail? Le Bureau International du Travail (BIT) a ouvert un Helpdesk chargé de répondre à ce genre de questions sur le respect des droits des travailleurs.

Ce service d'assistance traite les questions liées aux normes internationales du travail sur la base de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, la Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales, ainsi qu'une série d'autres déclarations, conclusions, principes directeurs et instruments.

Pour obtenir l'assistance de ce Helpdesk, envoyez vos questions par courrier électronique à [assistance@ilo.org](mailto:assistance@ilo.org).

Vous recevrez une réponse exhaustive se référant au champ complet d'expertise de l'OIT en matière de protection des droits des travailleurs, de création d'entreprises viables, de conditions de travail, de systèmes de protection sociale, de relations professionnelles, etc.

[Cliquez ici](#) pour accéder au dépliant d'information sur ce Helpdesk.

Nous encourageons les affiliés de l'ISP à utiliser cette précieuse ressource.

## Le système de santé britannique en butte aux critiques des Américains : UNISON contre-attaque

Le [plan de réforme de la santé](#) annoncé par Obama est vivement contesté par les opposants aux réformes, qui ont fait du service national de santé britannique (NHS) l'objet de leurs critiques.

L'affilié de l'ISP UNISON a envoyé une « [fiche d'information](#) » sur le NHS à ses homologues américains, parmi lesquels les syndicats affiliés à l'ISP : SEIU, AFSCME, AFGE, AFT, International Brotherhood of Teamsters, Utility Workers Union of America and United Electrical, Radio and Machine Workers of America.

Le Secrétaire général de UNISON, Dave Prentis, a déclaré, en évoquant la mauvaise représentation du NHS aux Etats-Unis :

« Comme beaucoup d'autres personnes au Royaume-Uni, je dois la vie au NHS. Nous sommes scandalisés par les mensonges grossiers et les propos erronés qui circulent aux Etats-Unis au sujet du système britannique. Un système de santé universel gratuit est une institution dont nous pouvons tous être fiers car c'est la marque d'une

société civilisée et humaine.

« Les Britanniques aiment leur système de santé parce qu'il est toujours là lorsqu'ils en ont besoin.

Indépendamment des revenus des patient-e-s, le NHS leur offre une grande tranquillité d'esprit, même lorsque la situation économique n'est pas favorable, comme c'est le cas actuellement. Aux Etats-Unis, une personne qui perd son emploi perd aussi son assurance de santé.

« L'Amérique est peut-être la nation la plus riche du monde, mais presque 50 millions de personnes n'ont pas de couverture santé. Le président Obama mériterait donc d'être félicité pour essayer de réformer le système de santé ».

[Cliquez ici](#) pour lire l'article de UNISON.

[Cliquez ici](#) pour en savoir plus en accédant au site Internet de la BBC.

Exprimez votre solidarité et apportez votre soutien au NHS en allant sur

<http://twitter.com/search?q=%23WeLoveTheNHS>

## Poursuite des protestations au Honduras

Au Honduras, presque deux mois après le coup d'Etat du 28 juin, les syndicalistes, les mouvements populaires et les organisations de la société civile continuent à défier le régime de facto et l'armée en manifestant, en organisant des marches de protestation et des grèves, malgré une répression virulente.

Au ministère national des Femmes, 16 employé-e-s ont fait l'objet d'une « exclusion temporaire » du travail fin juillet, en raison du manque de fonds pour payer leur salaire, mais ces employé-e-s affirment que la ministre de facto, Marta Díaz Velásquez, a déclaré qu'elle ne « pouvait pas travailler avec des gens dont les opinions politiques étaient contraires aux siennes ».

Des travailleurs/euses du secteur public qui participaient aux actions de protestation ont été arrêtés et, dans certains cas, maltraités par les militaires ; des violations de domicile ont été commises chez des dirigeants syndicaux et les syndicats qui soutiennent la protestation ont fait l'objet de menaces. Le 8 août, Juan Gabriel Figueroa Tomé, employé municipal de 30 ans à Choloma, non loin de San Pedro Sula, la deuxième plus grande ville du Honduras, a été tué en participant à un mouvement de protestation. Malgré tout, les grèves générales et les actions de protestation continuent. Cliquez ici pour plus de détails.

## Déclaration syndicale trinationale sur l'ALENA

Des syndicats de travailleurs/euses du Canada (Congrès du travail du Canada), du Mexique (UNT) et des Etats-Unis (AFL-CIO) ont publié une déclaration conjointe à l'occasion du Sommet des dirigeants de l'ALENA tenu à Guadalajara, au Mexique, les 9-10 août 2009.

Depuis 15 ans, l'ALENA est présenté comme un moyen de créer des emplois et d'offrir de meilleurs emplois dans la région tout en réduisant l'émigration des Mexicains vers les Etats-Unis et le Canada. Cependant, l'ALENA n'a pas créé les emplois promis. Au lieu de cela, l'augmentation du commerce a largement profité aux élites patronales des trois pays.

La crise économique actuelle n'a fait qu'aggraver des conditions économiques et sociales déjà difficiles dans les pays de l'ALENA, et les gouvernements doivent prendre des mesures pour y faire face. Il s'agit notamment de reconstruire l'infrastructure, en recourant à des sources d'énergies propres et renouvelables, de recommencer à réglementer le secteur financier, de réformer les lois sur le travail et de renforcer les services publics. La déclaration syndicale mentionne d'autres problèmes urgents, tels que la réforme du droit du travail, la migration et le développement, ainsi que la promotion de la primauté du droit.

Les syndicats concluent leur déclaration de la manière suivante : « Il est temps de réviser nos relations et d'opter pour un chemin fondé sur la croissance économique et le développement durable. Nous espérons que le Sommet des chefs donnera l'occasion de dresser un nouveau plan pour l'Amérique du Nord qui rendra notre région compétitive, durable et équitable et qui engagera nos organisations à collaborer ensemble pour que ce plan se matérialise ».

Cliquez ici pour accéder à l'intégralité de la déclaration : [espagnol](#), [anglais](#), [français](#)

## **Travail décent pour les employé-e-s domestiques : faut-il inclure les travailleurs/euses de la santé, du secteur social et des services municipaux dans la catégorie des employé-e-s domestiques ?**

Fin juin 2009, l'ISP a envoyé une circulaire à ses affiliés intitulée « travail décent pour les employé-e-s domestiques » suite à la proposition de l'OIT de créer une convention concernant les employé-e-s domestiques. Dans cet objectif, l'OIT avait soumis un questionnaire à ses membres pour connaître leur opinion sur la forme et le contenu de l'éventuelle convention. Les conseils de la CSI pour remplir le questionnaire étaient joints à la circulaire de l'ISP. Nous vous rappelons que la date limite de réception des réponses au questionnaire est le 31 août 2009 et nous vous invitons à contacter votre centrale syndicale au plus vite afin que votre point de vue sur une possible convention de l'OIT concernant les employé-e-s domestiques soit pleinement pris en compte dans le questionnaire. Nous vous incitons également à remplir ce questionnaire et à le renvoyer à l'adresse [rights@world-psi.org](mailto:rights@world-psi.org). Vos réponses permettront d'enrichir et de coordonner notre travail sur cette question.

Vous pouvez cliquer sur ces liens pour télécharger [la circulaire de la CSI](#) relative au questionnaire, [le questionnaire](#) lui-même et les [conseils de la CSI](#) pour le remplir. Les réponses au questionnaire donneront le ton de la première discussion de la Conférence internationale du travail en 2010.

## **Guyana : un syndicat refuse l'usage des détecteurs de mensonges pour les fonctionnaires**

Les fonctionnaires du Guyana rejettent la récente décision du gouvernement d'utiliser des détecteurs de mensonges dans les institutions publiques.

Treize personnes ont été licenciées depuis le début de l'année 2009 après avoir échoué au test du détecteur mis



en place par le gouvernement pour juguler la corruption.

Patrick Yarde, président du syndicat des services publics du Guyana (GPSU), affilié à l'ISP, attire l'attention sur le fait qu'aucun ministre du gouvernement, secrétaire permanent ou responsable politique n'a été contraint de passer le test. « C'est deux poids, deux mesures », déclare-t-il.

Les tests sont pratiqués sur le personnel douanier de la brigade des stupéfiants, sur les agents de l'aéroport international Cheddi Jagan, sur la brigade des stupéfiants de la police et sur les employé-e-s de l'Agence de l'énergie du Guyana.

Le GPSU a précisé qu'il n'y avait pas eu de rencontre pour recueillir l'opinion publique sur ces tests, dont on sait qu'ils sont inexacts et soumis à certaines limitations.

Pour en savoir plus, allez sur <http://gpsu.org>

## Soutien largement majoritaire des Canadiens en faveur du système public de santé

L'Association médicale canadienne (AMC) essaie de persuader les Canadiens/ennes de la nécessité de privatiser le système public de santé, mais un nouveau sondage réalisé par l'institut Nanos Research de Toronto révèle un soutien considérable (86,2%) en faveur du renforcement du système public de soins plutôt que de développer des services rentables.

« Plus de 8 Canadiens/ennes sur 10 sont favorables à des solutions publiques pour renforcer le système de santé, ce qui montre incontestablement que les Canadiens/ennes, tous niveaux démographiques confondus, préfèrent un système de santé public plutôt qu'un système basé sur la rentabilité », précise Nik Nanos, président de l'institut Nanos Research.

L'agence Nanos Research a été chargée par la Coalition canadienne de la santé, un groupe indépendant favorable au système public de santé au Canada, de réaliser une enquête téléphonique par numérotation aléatoire auprès de 1001 Canadiens/ennes entre le 25 avril et le 3 mai.

Par ailleurs, le gouvernement canadien a publié son rapport, intitulé « [Les Canadiens et les Canadiennes en santé - Rapport fédéral sur les indicateurs comparables de la santé 2008](#) », qui révèle également que la plupart des Canadiens/ennes (85,2%) âgés de 15 ans et plus déclarent être « très satisfaits » ou « assez satisfaits » de la fourniture de l'ensemble des services de santé, une appréciation qui reste inchangée depuis 2005.

Michael McBane, le coordinateur national de la Coalition canadienne de la santé, précise : « Tout au long de notre campagne, les Canadiens/ennes nous ont dit qu'ils voulaient que le système de santé reste public et que des solutions purement canadiennes soient trouvées pour l'améliorer. Ils ont également déclaré qu'ils rejetaient en bloc la proposition du Dr Ouellet [Président de l'AMC] de doter le pays d'une médecine à l'américaine, à deux vitesses. C'est également ce que nous apprend ce sondage. Un pourcentage de 86% de personnes représente une partie significative de la population. Il est étonnant de voir à quel point le Dr Ouellet est éloigné des attentes de la majorité des Canadiens/ennes ».

Pour plus d'informations, allez sur <http://www.medicare.ca/new-poll-shows-overwhelming-support-for-public-health-care>

## **L'ASU lance une pétition en faveur des droits de l'homme pour proscrire la peine de mort**

L'affilié australien de l'ISP Australian Services Union (ASU) a lancé une pétition nationale appelant à proscrire la peine capitale afin de protéger les Australiens/ennes de la peine de mort aussi bien sur leur territoire qu'à l'étranger.

La pétition appelle le Parlement australien à interdire le recours à la peine capitale à l'encontre de citoyens/ennes australiens/ennes, quel que soit le lieu où ils se trouvent, et à améliorer le programme actuel de rapatriement. La pétition a pour objectif de faire rapatrier en Australie tous les citoyens/ennes australiens incarcérés à l'étranger.

Allez sur la page Internet de l'ASU (<http://www.asu.asn.au/campaigns/humanrights.html>) pour vous associer à la pétition et la signer (en ligne ou sur papier).

L'ASU travaille avec des groupes d'intérêt tels que le comité « Make the Death Penalty History » (Abolissons la peine de mort) de Victoria.

Pour de plus amples informations, contactez Greg McLean : [gmclean@syd.asu.asn.au](mailto:gmclean@syd.asu.asn.au)

## **Royaume-Uni : les travailleurs/euses du secteur public connaissent mal le montant de leur retraite**

Une étude récente révèle que moins d'un tiers des travailleurs/euses du secteur public britannique connaissent le montant de leur retraite finale. L'étude, menée par le consultant en gestion des retraites de l'agence Hymans Robertson, indique que seulement 29,7% des 1809 travailleurs/euses du secteur public interrogés ont déclaré connaître le montant de leur retraite finale. Un tiers des personnes questionnées se sont dites mécontentes de l'information relative à leur régime de retraite, le chiffre s'élevant jusqu'à 42% pour les personnes qui travaillent dans le système public de santé NHS.

L'étude indique également que quatre personnes interrogées sur cinq pensent travailler au-delà de l'âge habituel de la retraite ; 27% de ces personnes, âgées d'environ soixante ans, disent envisager de travailler jusqu'à 70 ans pour sauvegarder leur retraite.

Plus de la moitié (54%) des travailleurs/euses du secteur public pensent que les travailleurs/euses du secteur privé ont les mêmes conditions de travail et de retraite, ou qu'ils/elles ont de meilleurs revenus. Un travailleur/euse du secteur public sur dix pense qu'il percevra moins d'argent que ses homologues du privé au moment du départ à la retraite.

« Il est également inquiétant de constater que 30% des employé-es du secteur public interrogés n'ont pas de plan de retraite public, et que ces travailleurs/euses sont en grande majorité les moins aisés : 46% des personnes interrogées, dont l'ensemble des biens s'élève à moins de £20.000, ont déclaré n'avoir aucun plan de retraite public ».

Selon John Wright, chargé de la consultation sur le secteur public à l'agence Hymans Robertson, il faudrait que les

employeurs du secteur public communiquent mieux sur les prestations qu'ils assurent. « Les employeurs doivent s'engager davantage auprès des syndicats et d'autres organes représentatifs en mettant en place des ateliers et des groupes de travailleurs/euses ciblés. Non seulement les membres doivent avoir une vision plus claire du montant total des prestations qu'ils reçoivent, mais il faut en outre les encourager à évaluer leurs prestations »"

Pour en savoir plus : <http://www.hymans.co.uk/media/pressreleases/Pages/PSResearch.aspx>

Pour lire le rapport de l'étude, cliquez ici :

<http://www.hymans.co.uk/knowledgecentre/InvestmentSurveys/Documents/Public%20sector%20survey%20final.pdf>

## La Jamaïque sur le point de contracter un emprunt auprès du FMI

Alors que le pays accuse la nouvelle selon laquelle le gouvernement envisage d'emprunter de l'argent au Fonds monétaire international (FMI), un avertissement a été lancé aux Jamaïcains pour qu'ils se préparent à vivre des moments difficiles. Cet avertissement émane de l'opposition parlementaire et des analystes financiers, qui étudient les répercussions que pourra avoir la décision du gouvernement de demander un crédit de réserve au FMI. Les opposants à cet emprunt craignent, entre autres, une réduction considérable des dépenses de l'Etat, étant donné que le gouvernement agira sous pression afin d'atteindre ses objectifs fiscaux. Cela risque également d'accentuer le découragement qui pèse sur l'économie déjà fragile.

Entre-temps, les syndicats se sont montrés sceptiques suite aux déclarations du Premier ministre Bruce Golding et du ministre des Finances Audley Shaw promettant qu'il n'y aura pas de suppression de postes dans le secteur public une fois que l'accord avec le FMI sera signé. D'après les syndicats, compte tenu des conditions définies jusqu'alors par l'agence de prêt multilatérale, il ne faudra pas attendre longtemps avant que les travailleurs/euses rémunérés par le gouvernement commencent à perdre leur emploi.

Pour plus d'informations, allez sur <http://www.radiojamaica.com/content/view/20010/52/>

La réaction du syndicat est sur [http://www.go-jamaica.com/news/read\\_article.php?id=11086](http://www.go-jamaica.com/news/read_article.php?id=11086)

## Une nouvelle base de données sur Internet pour connaître les tarifs douaniers de l'OMC

Une information détaillée sur les droits de douane est désormais accessible sur le site Internet de l'OMC grâce à une nouvelle base de données, la Fonction de téléchargement des données tarifaires de l'OMC. Les utilisateurs/trices ont maintenant la possibilité de consulter les taux de droit des membres, tels qu'ils sont effectivement perçus, ainsi que les taux maximaux consolidés et, dans de nombreux cas, les importations, jusqu'à un niveau élevé de détails. Allez sur [http://www.wto.org/french/news\\_f/news09\\_f/tar\\_09jul09\\_f.htm](http://www.wto.org/french/news_f/news09_f/tar_09jul09_f.htm)

## L'OCDE ET la CSC : la sécurité des retraites est essentielle pour la

## relance mondiale

Les dirigeants syndicaux des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estiment que la sécurité des retraites et le droit à une pension décente, convenable et prévisible doivent figurer au cœur des plans de relance économique.

Une réunion sur les pensions organisée par la Commission syndicale consultative (CSC) auprès de l'OCDE à Paris au début de ce mois a permis de tirer cette conclusion. Larry Brown (photo à gauche), le secrétaire-trésorier du National Union of Public and General Employees (NUPGE), a participé à la réunion au nom du NUPGE et de l'ISP. « J'ai été soulagé d'entendre l'OCDE déclarer aussi clairement qu'un système de pensions efficace est non seulement nécessaire sur le plan social mais également l'une des principales solutions à la crise économique », a-t-il souligné.

Les représentants de l'OCDE conviés à la réunion par la CSC ont également mis en garde contre la l'affaiblissement des systèmes nationaux de retraite qui ne constitue pas une réponse judicieuse à la crise économique. L'OCDE a souligné que la fragilisation des systèmes de pension nationaux en cette période d'instabilité économique pourrait avoir un effet déstabilisateur sur l'économie. Les conséquences seraient tout particulièrement préjudiciables étant donné que la génération du baby-boom commence à prendre sa retraite en masse. Les responsables de l'OCDE ont déclaré que l'organisation craint une augmentation de la pauvreté si les systèmes de retraite ne sont pas préservés.

Pour plus d'informations : <http://www.nupge.ca/node/2417>

## Les agents de sécurité des aéroports en passe d'obtenir des droits de négociation

Les syndicats américains des agents de sécurité aéroportuaire chargés du contrôle des bagages se félicitent d'une nouvelle législation prévue qui leur donnera des droits de négociation collective.

Les agents de sécurité des transports (transport security officers, TSO) ont déjà le droit d'adhérer à un syndicat et bon nombre d'entre eux sont membres de la Fédération américaine des employés du gouvernement (AFGE), un affilié de l'ISP, ou du Syndicat national des agents du trésor. Or, jusqu'à présent, ces syndicats n'ont pas obtenu le droit de négocier au nom de leurs membres.

Le Comité de la sécurité intérieure a adopté un projet de loi qui doit être soumis au Comité de la Chambre des Représentants des États-Unis pour la surveillance et la réforme du Gouvernement (House Oversight and Government Reform Committee). Il fera ensuite l'objet d'un vote au sein du Congrès, à une date qui n'a pas encore été fixée.

Le Président Obama a écrit à l'AFGE en octobre 2008 : « mon gouvernement aura pour priorité de plaider en faveur des droits de négociation collective et de la protection sur le lieu de travail pour les agents de sécurité des transports. Il est inacceptable que ces agents soient soumis à des règles injustes sans bénéficier de protection sur leur lieu de travail. Il leur est d'autant plus difficile d'effectuer leur travail ».

Non seulement le projet de loi accorde des droits de négociation collective, mais il devrait également supprimer le

système de rémunération liée aux performances et intégrer les employé-e-s dans le système de grille des traitements s'appliquant généralement au gouvernement fédéral.

Aubrey Williams, un membre de l'AFGE Local 555 à l'Aéroport international Hartsfield-Jackson d'Atlanta, prévoit que la législation permettra de réformer l'Administration pour la sécurité des transports (TSA). Il a déclaré que « les négociations collectives garantiront des conditions égales pour tous » en matière de promotions, d'ancienneté et d'évaluations, tout en mettant un terme au système actuel de rémunération liée aux performances et en donnant la possibilité aux membres syndicaux de « dénoncer les injustices. Ces changements nous permettront d'améliorer les conditions de travail au sein de la TSA ».

Le communiqué de presse de l'AFGE est disponible sur :

<http://www.afge.org/Index.cfm?Page=PressReleases&PressReleaseID=1018>

## La réforme de la santé aux États-Unis

Le 1er juillet, le Président Obama a présenté son plan de réforme de la santé lors d'une réunion dans l'État de la Virginie.

Obama a déclaré que le système de la santé actuellement en vigueur aux États-Unis n'est plus viable, précisant qu'au cours des neuf dernières années, les primes ont augmenté trois fois plus que les salaires. Quoique conscient des coûts élevés de la réforme, il estime que les coûts de l'inaction seraient encore plus importants. En cas de statu quo, on prévoit que d'ici dix ans, 20 pour cent des revenus seront engloutis par les soins de santé. Même les personnes au bénéfice d'une assurance payent d'ores et déjà des montants supplémentaires en termes de primes pour les soins hospitaliers des personnes dépourvues de couverture médicale.

Obama a proposé une solution mixte permettant aux personnes qui bénéficient d'une assurance-santé privée payée par leur employeur de continuer à en profiter. Il présentera également une solution publique visant à fournir un ensemble de prestations de base à un prix abordable afin de garantir une couverture universelle.

Les coûts de ce plan seront élevés mais Obama a mis en avant « des dépenses plus judicieuses » et une meilleure prévention contre les problèmes de santé afin d'économiser des fonds pour financer la réforme. Les contrôles réguliers proposés permettront d'éviter les frais supplémentaires entraînés par des traitements d'urgence que le contribuable est de toute manière contraint de payer. En réponse aux critiques émises par les opposants à cette réforme, Obama demande : "Que proposez-vous?" Il encourage les syndicats et la population à s'informer afin de résister aux tentatives de déstabilisation émanant des opposants.

La vidéo de la réunion est disponible sur : <http://www.msnbc.msn.com/id/21134540/vp/31695297#31687617>  
examiner.com a publié un recueil d'articles intitulé « Health care reform series » (Recueil sur la réforme de la santé):

<http://www.examiner.com/x-6665-Liberal-Examiner>

La SEIU a lancé une campagne spéciale contre les tactiques alarmistes auxquelles ont recours les opposants à la réforme. Voir <http://haarm.org>

## Un syndicat australien exhorte les conseils municipaux à améliorer

## **l'accès gratuit aux installations d'approvisionnement en eau**

L'Australian Services Union (ASU), un affilié de l'ISP, a exhorté les conseils municipaux de l'ensemble du pays à fournir un meilleur accès public aux installations d'approvisionnement en eau afin de réduire la consommation d'eau en bouteille.

La vente de l'eau au détail est nuisible pour l'environnement en raison de la pollution engendrée par la production et le transport des bouteilles en plastique. En outre, elle peut entraîner des pertes pour les communes produisant de l'eau.

Le Secrétaire national assistant de l'ASU, Greg McLean, a déclaré : « Il n'est pas logique de payer pour le transport de bouteilles d'eau dans le monde entier uniquement parce qu'elles sont rattachées à des marques. Cela augmente notre empreinte carbone et la production de bouteilles d'eau en plastique porte atteinte à l'environnement. Nous devons privilégier la consommation gratuite d'eau publique de qualité produite localement. L'utilisation de bouteilles d'eau en plastique en Australie est très préoccupante, non seulement en raison de la dégradation de l'environnement qui en résulte mais aussi tout simplement parce que nous ne profitons pas de la qualité élevée de l'eau publique de notre pays. »

Les gouvernements locaux et des États fournissent de l'eau en tant que service public direct ou par l'intermédiaire d'entreprises publiques. Les autorités locales peuvent contribuer à gagner la bataille contre les bouteilles en plastique en mettant à disposition des installations publiques d'approvisionnement en eau dans les centres commerciaux, les installations publiques, les parcs, les lieux publics et en fournissant gratuitement de l'eau pour permettre à la population de remplir et de réutiliser les « bouteilles d'eau en plastique » au lieu d'acheter de l'eau potable embouteillée.

Pour plus d'informations à ce sujet, voir : [http://www.asu.asn.au/media/localgovt/20090714\\_waterbottles.html](http://www.asu.asn.au/media/localgovt/20090714_waterbottles.html)

## **Le Supplément sur les services publics de distribution d'électricité est disponible**

La Global Reporting Initiative (GRI), une organisation à but non lucratif, a élaboré des lignes directrices solides dont les entreprises devraient s'inspirer lorsqu'elles rédigent leurs rapports annuels. Ces rapports sont de plus en plus passés au crible par toute une série d'acteurs dans l'objectif de veiller à ce que les entreprises agissent de manière responsable. Les lignes directrices peuvent également être utilisées par les syndicats pour renforcer leur position sur tout un éventail de sujets : la sous-traitance, la santé et la sécurité, la formation etc. L'ISP a collaboré avec la GRI pendant plus de deux ans en vue de mettre au point le Supplément sur les services publics de distribution d'électricité. Nous vous encourageons vivement à recommander à la direction de consulter ce supplément et à examiner plus particulièrement les indicateurs sociaux afin que les opinions des travailleurs/euses soient prises en compte dans l'élaboration des rapports.

[Cliquez ici](#) pour de plus amples informations et [ici](#) pour télécharger le rapport.

## **Vous partez travailler à l'étranger?**

En raison de la nature du travail des professionnels de la santé, les services et les compétences de ces derniers sont très demandés dans le monde entier, ce qui facilite leur entrée dans un nouveau pays. La mondialisation offre aux personnes qualifiées des possibilités accrues de migrer mais il ne faut pas perdre de vue les défis posés par la migration. Les affiliés de l'ISP en Afrique du Sud et en Océanie ont récemment publié deux nouveaux dépliants d'information pour aider les personnels de santé à prendre des décisions en toute connaissance de cause lorsqu'ils décident de travailler à l'étranger.

[Cliquez ici](#) pour lire le dépliant sur la migration des professionnels de la santé depuis et vers l'Afrique du Sud, préparé par des affiliés sud-africains de l'ISP.

[Cliquez ici](#) pour le dossier d'information destiné aux travailleurs/euses des îles Fidji souhaitant trouver un emploi à l'étranger, préparé par les affiliés de l'ISP en Océanie.

Pour de plus amples informations, voir [www.world-psi.org/migrationfr](http://www.world-psi.org/migrationfr).

[Click here for more...](#)